



Le **GREAT** Savoir

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 058

*Réfléchir à changer "*

Octobre 2015

## Expériences et sources alternatives de financement à l'APD

François KONÉ

### Editorial



A la différence des OMD, les ODD, depuis leur conception, ont beaucoup insisté sur les moyens de mise en œuvre y compris le financement jusqu'à en faire un objectif à part entière. Les Consultations nationales ont souligné la nécessité d'investir dans les capacités et les ressources au niveau local pour l'appropriation, la mise en œuvre, le suivi et la responsabilisation dans le cadre des ODD. Il faut ensuite une rapide mise à disposition du financement par les donateurs.

Au constat de l'insuffisance des 140 milliards de dollars d'APD compte tenu des défis

importants pour les pays en développement, la mise en œuvre nationale des ODD va impliquer une plus grande mobilisation des ressources. En plus d'optimiser la collecte des ressources intérieures, il faut s'engager davantage dans l'assainissement de l'environnement des affaires et la régulation des flux de capitaux et utiliser avec plus d'efficacité les ressources acquises.

L'insuffisance de l'Aide publique au développement (en dessous des 0.7% du PIB promis par les pays membres du Comité d'assistance au développement), l'inadéquation ou les divergences de priorités des OMD avec les plans de développement nationaux sont mis en avant pour expliquer le succès mitigés de ces objectifs en Afrique. Ces mêmes défis restent valables pour la mise en œuvre des ODD et devraient être relevés pour obtenir de meilleurs résultats au cours de l'agenda de développement post-2015.

**Massa Coulibaly**

## Introduction

Les besoins de financement des ODD sont globalement estimés de 3300 – 4500 milliards de dollars par an (proche du budget 2016 des USA). Il y a des variations selon le pays compte tenu de:

- la situation de transition démographique, épidémiologique, urbaine, etc.
- la disponibilité des grandes infrastructures
- les besoins en éducation, santé, et protection sociale
- les impacts du changement climatique
- les potentialités d'application des innovations sociales et technologiques
- la soutenabilité financière de l'État face aux risques de résurgence de crises.

### 1. L'expérience de financement des OMD

Une différence importante entre les OMD et les ODD est que les premiers étaient uniquement destinés aux pays en développement en comptant sur l'Aide publique au développement. Les ODD sont quant à eux universels et demandent beaucoup plus de ressources non seulement par pays mais aussi globalement en raison du nombre de pays concernés. Cette différence rend difficile une comparaison sur le plan du financement.

L'une des raisons avancées pour expliquer le succès mitigés des OMD est justement l'insuffisance de l'APD. Les appuis des pays développés ont été insuffisants, l'APD à l'Afrique est restée en deçà des objectifs et des engagements antérieurs. Il y a donc nécessité de réduire, dans le cas des ODD, la dépendance à l'égard des donateurs internationaux en établissant des priorités et en mobilisant les ressources nationales.

Le coût global de mise en oeuvre du plan d'action 2006-2015 des OMD était estimé à près de 8 850 milliards de francs cfa pour l'ensemble des secteurs avec une moyenne annuelle de 885 milliards de francs cfa. Les principales étapes de l'exercice de costing peuvent être résumées comme suit:

- l'adoption des modèles sectoriels
- l'identification de la liste des interventions nécessaires
- la spécification des cibles pour chaque ensemble d'interventions à mener au niveau sectoriel
- l'estimation des besoins en ressources (humaines, matérielles, financières) nécessaires
- la vérification, l'arbitrage et l'élaboration d'une stratégie de financement.

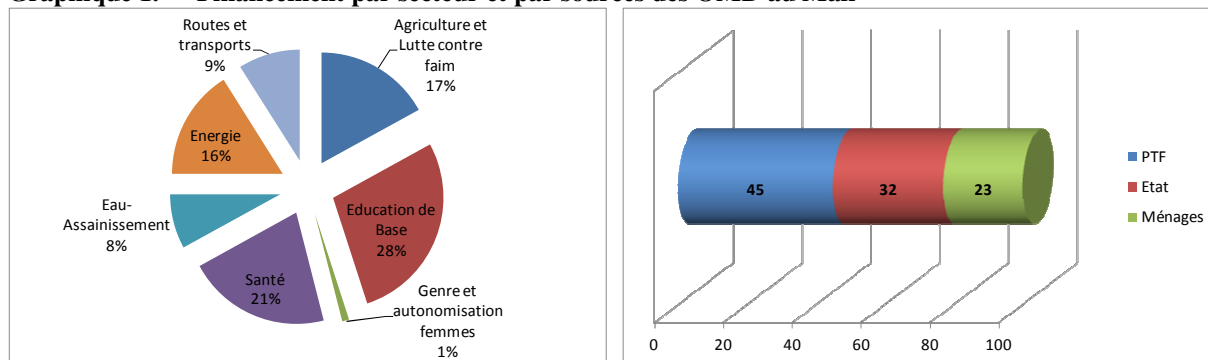
**Tableau 1. Coût global des OMD au Mali (en millions fcfa)**

|                                    | 2006    | 2010    | 2015      | 2006-2015 | Moyenne | Part en% |
|------------------------------------|---------|---------|-----------|-----------|---------|----------|
| Population totale                  | 12.051  | 13.415  | 15.374    | /         | 13.644  | /        |
| Agriculture et lutte contre faim   | 49 331  | 120 849 | 306 644   | 1 498 214 | 149 821 | 17%      |
| Education de base                  | 148 634 | 227 959 | 308 304   | 2 515 890 | 251 589 | 28%      |
| Genre et autonomisation des femmes | 3 920   | 7 903   | 22 238    | 99 117    | 9 912   | 1%       |
| Santé                              | 138 426 | 206 656 | 228 846   | 1 820 864 | 182 086 | 21%      |
| Eau et assainissement              | 51 673  | 64 872  | 84 692    | 672 633   | 67 263  | 8%       |
| Energie                            | 62 409  | 157 542 | 187 591   | 1 429 781 | 142 978 | 16%      |
| Routes et transports               | 65 134  | 78 531  | 99 718    | 812 163   | 81 216  | 9%       |
| Ensemble des secteurs              | 519 527 | 864 313 | 1 238 033 | 8 848 662 | 884 866 | 100%     |

Source: Pan décennal 2006-2015 d'atteinte des OMD au Mali

Pour les OMD, les modèles sectoriels développés ont été les suivants: l'agriculture et la lutte contre la faim, l'éducation de base, le genre et l'autonomisation des femmes, la santé et la lutte contre le VIH/SIDA, l'eau et l'assainissement, l'énergie, les routes et transports. Les secteurs de l'éducation de base et de la santé représentent à eux seuls près de la moitié du coût total. Les partenaires techniques et financiers constituaient la plus importante source de financement (45%), devant l'Etat (32%) mais les ressources internes (Etat et ménages) dépassent le financement extérieur (55% contre 45%).

**Graphique 1. Financement par secteur et par sources des OMD au Mali**



Source: Pan décennal 2006-2015 d'atteinte des OMD au Mali

## 2. Sources alternatives de financement

Le financement des programmes de développement des pays d'Afrique est caractérisé par la faiblesse des sources domestiques. Au constat de l'insuffisance de l'APD, l'un des défis posé par la mise en œuvre des ODD dans ces pays est de recourir au financement domestique. Comme les autres pays, le Mali sera amené à faire de plus en plus recours au budget d'Etat pour assurer un financement pérenne à ses programmes de développement. Des efforts d'augmentation des capacités de mobilisation et d'utilisation efficiente des ressources financières nationales et internationales sont à faire afin de pallier la mobilisation sous-optimale des ressources intérieures (faiblesse de la part des recettes fiscales dans le PIB, maximum de 16.2% en 2014), la faible prévisibilité de l'Aide publique au développement réduisant son efficacité et la forte croissance démographique augmentant les besoins de dépenses sociales.

Le recours à l'apport du secteur privé est contraint par un certain nombre de facteurs parmi lesquels:

- le financement des ODD peut avoir un rendement social élevé mais un rendement privé limité
- les horizons temporels pour les ODD sont longs voire intergénérationnels alors que les logiques financières sont à court terme (taux de retour élevés des placements).

Dans le cadre de la recherche de sources de financement alternatives ou complémentaires à l'APD, le Mali dispose d'une source potentielle plus importante que l'APD. Pays de migration par excellence, le Mali reçoit une manne financière importante sous forme de transferts des migrants qui se sont montrés capables de réduire la pauvreté et de favoriser le relèvement des indicateurs sociaux. Il reste à penser et appliquer des politiques et des mécanismes permettant d'utiliser plus efficacement les transferts de fonds des migrants, source plus importante et plus stable que l'APD et les IDE au profit des ODD.

De nos jours, on ne dispose pas encore d'estimation officielle du coût de la mise en œuvre des ODD au Mali. Cependant, dans le nouveau programme de développement de référence du Mali, les prévisions de crédits budgétaires pour l'atteinte des objectifs fixés et des ODD sur la période 2016-2018 s'élèvent à environ 3439 milliards de francs cfa répartis entre les différents axes et domaines prioritaires.

**Tableau 4. Prévisions budgétaires du CREDD/ODD**

| Domaines prioritaires                                              | Coût total 2016-2018<br>(milliards fcfa) | Part dans<br>le total (%) | Moyenne annuelle<br>(milliards fcfa) |
|--------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|
| 1. Paix, réconciliation nationale et reconstruction du nord        | 7.00                                     | 0.20                      | 2.33                                 |
| 2. Défense et sécurité                                             | 165.10                                   | 4.80                      | 55.03                                |
| <b>Sous-total axe préalable 1</b>                                  | <b>172.10</b>                            | <b>5.00</b>               | <b>57.37</b>                         |
| 3. Economie et finances publiques                                  | 78.60                                    | 2.29                      | 26.20                                |
| <b>Sous-total axe préalable 2</b>                                  | <b>78.60</b>                             | <b>2.29</b>               | <b>26.20</b>                         |
| 4. Développement rural et sécurité alimentaire                     | 638.12                                   | 18.55                     | 212.71                               |
| 5. Protection de l'environnement                                   | 37.02                                    | 1.08                      | 12.34                                |
| 6. Développement des infrastructures                               | 377.16                                   | 10.97                     | 125.72                               |
| 7. Développement des autres secteurs de croissance                 | 81.70                                    | 2.38                      | 27.23                                |
| <b>Sous-total axe stratégique 1</b>                                | <b>1134.00</b>                           | <b>32.97</b>              | <b>378.00</b>                        |
| 8. Développement des compétences                                   | 1084.43                                  | 31.53                     | 361.48                               |
| 9. Développement des services sociaux de base                      | 457.17                                   | 13.29                     | 152.39                               |
| 10. Développement social, action humanitaire et solidarité         | 151.86                                   | 4.42                      | 50.62                                |
| <b>Sous-total axe stratégique 2</b>                                | <b>1693.46</b>                           | <b>49.24</b>              | <b>564.49</b>                        |
| 11. Transparence, élaboration et coordination politiques publiques | 85.39                                    | 2.48                      | 28.46                                |
| 12. Développement institutionnel                                   | 269.65                                   | 7.84                      | 89.88                                |
| 13. Relations internationales                                      | 6.20                                     | 0.18                      | 2.07                                 |
| <b>Sous-total axe stratégique 3</b>                                | <b>361.24</b>                            | <b>10.50</b>              | <b>120.41</b>                        |
| <b>Total général</b>                                               | <b>3439.40</b>                           | <b>100.00</b>             | <b>1146.47</b>                       |

Les deux préalables absorbent ainsi 7% du coût total pour 93% aux trois axes stratégiques. Il est à craindre que les 5% alloués au premier préalable relatif à la paix, à la sécurité et à la réconciliation nationale ne s'avèrent insuffisants tellement le défi sécuritaire et militaire semble aujourd'hui important au Mali de plus en plus confronté aux menace terroristes et islamistes radicaux. De façon générale, la cohérence des allocations budgétaires entre préalables et axes stratégiques ainsi qu'à l'intérieur de chacun de ces deux grands groupes doit être suivie de très près et ajustée au besoin pour une meilleure atteinte des ODD.

## Conclusions

L'insuffisance de l'APD devrait amener à explorer des mécanismes innovants de financement interne ou externe. Il faut par exemple développer des mécanismes permettant d'utiliser plus efficacement les transferts de fonds des migrants, sources plus importante et plus stables que l'APD et les IDE .

Pour pouvoir bénéficier effectivement de la totalité des financements alloués, il faut renforcer les capacités de décaissement de fonds de l'administration, capitaliser les bonnes pratiques de coopération au développement telle que le Codéveloppement (direct) et veiller à une plus grande synergie d'action entre les partenaires techniques et financiers pour éviter des secteurs sous-financés et d'autres sur-financés.